



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 15.5.2025
C(2025) 3220 final

M^{me} Maria Malmer Stenergard
Ministre des affaires étrangères
Arvfurstens palats
Gustav Adolfs torg 1
SE - 103 23 Stockholm
Suède

Objet : Notification 2025/108/SE

Projet de loi sur le protoxyde d'azote

**Émission d'observations conformément à l'article 5, paragraphe 2, de
la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Madame,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités estoniennes ont notifié à la Commission, le 21 février 2025, le projet de loi sur le protoxyde d'azote, sous la référence 2025/108/SE.

Selon le message de notification, le projet notifié régit la vente et la commercialisation du protoxyde d'azote aux consommateurs.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes.

La Commission invite les autorités suédoises à informer les autres États membres de leurs préoccupations et de leur expérience concernant les utilisations du protoxyde d'azote, par l'intermédiaire de canaux de dialogue bien établis.

Les présentes observations de la Commission n'impliquent ni ne suggèrent l'application des règles du règlement sur la sécurité générale des produits ⁽²⁾. Toutefois, à des fins d'échange d'informations uniquement, le réseau pour la sécurité des consommateurs [Consumer Safety Network (CSN)] pourrait éventuellement constituer un forum utile.

Cela pourrait aider à saisir l'ampleur du problème dans l'UE et à identifier une solution potentielle appropriée commune avec d'autres États membres, qui pourrait garantir la protection de la santé humaine à l'échelle de l'UE contre les risques découlant de

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

²) Règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil, JO L 135 du 23.5.2023, p. 1

l'utilisation du protoxyde d'azote. La Commission rappelle l'importance de la protection de la santé humaine et la pertinence des mesures harmonisées dans le marché intérieur.

En fonction de l'application des nouvelles règles suédoises prévues dans le projet de notification concernant la vente et la commercialisation du protoxyde d'azote, des mesures de surveillance du marché pourraient être envisagées. Dans de tels cas, la Commission rappelle également la nécessité de notifier les mesures correctives prises, dans certains cas, à l'encontre de ces produits dans le système d'alerte rapide (Safety Gate)⁽³⁾, anciennement connu sous le nom de RAPEX (système communautaire d'échange rapide d'informations sur les dangers découlant de l'utilisation de produits de consommation).

Indépendamment de cette obligation, la Commission invite les autorités suédoises à déterminer la meilleure manière d'aborder ces projets de mesures nationales avec les autres États membres, comme suggéré ci-dessus, ainsi que lors des réunions du groupe d'experts des autorités compétentes de la Commission pour le règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques⁽⁴⁾, et le règlement 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des produits chimiques⁽⁵⁾ (REACH et CLP, respectivement) si les autres moyens ne sont pas jugés suffisants.

La Commission invite les autorités suédoises à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle en outre aux autorités suédoises qu'une fois le texte définitif adopté, elles doivent le communiquer à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez croire, Madame, à l'assurance de ma haute considération,

Pour la Commission,

Kerstin JORNA
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME

³ () <https://ec.europa.eu/safety-gate>

⁴() Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, JO L 396 du 30.12.2006, p. 1.

⁵() Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, JO L 353 du 31.12.2008, p. 1.

